

CONTRE L'IMMOBILISME DU GOUVERNEMENT, RÉAGISSONS

Au cœur des congés de printemps, la détermination de la communauté universitaire dans son ensemble s'exprime avec force. Alors que le gouvernement refuse encore les réponses politiques globales et claires sur l'essentiel de nos revendications solidaires, et calcule le pourrissement d'un mouvement revendicatif exceptionnel, son interpellation notamment dans le cadre des conseils centraux s'impose. Des universités (voir ci-dessous Reims, Poitiers) viennent conforter les prises de position de congrès, de CA, de présidents, voire à l'élection de nouveaux exécutifs prenant leur distance avec les orientations gouvernementales actuelles (Bordeaux 3, Paris 7). Le SNESUP s'est adressé le 15 Avril aux présidents d'université (voir ci-dessous).

Le SNESUP appelle à construire dans les AG, auprès des collègues, les bases et les principes d'une grande consultation dans toutes les universités qui pourrait porter sur :

- 1) le refus des contre réformes gouvernementales (statut EC, formation des enseignants, statut doctorant) ;
- 2) le rétablissement des emplois statutaires dès 2009 et des créations via un collectif budgétaire (et la suppression du dispositif "chaires") ;
- 3) les conditions de validation du second semestre ;
- 4) un moratoire sur les "responsabilités et compétences élargies".

Le SNESUP appelle à maintenir les mobilisations sous toutes les formes qui rassemblent la communauté des universités et des organismes de recherche.

Lettre aux Présidents d'Université

... La mobilisation de la communauté universitaire dans son ensemble - à laquelle le SNESUP a largement contribué - s'oppose aux contre-réformes que le gouvernement tente de nous imposer. Ce mouvement sans précédent est dans sa 11ème semaine. Il prend des formes multiples (motions, pétitions, grève, grève administrative, ...) et a rassemblé plus de 100 000 manifestants dans la rue le 10 février et le 19 mars. Si cette mobilisation a conduit le gouvernement à infléchir à la marge les orientations imposées depuis maintenant plus de deux ans, les personnels et les étudiants n'ont obtenu aucune réponse portant sur le cœur de leurs revendications solidaires :

- retrait des projets de décrets Enseignant-chercheur et Contrat doctoral unique,
- retrait du dispositif prévu de formation et de recrutement des enseignants de 1er et 2nd degré,
- restitution des emplois supprimés en 2009 pour l'enseignement supérieur et la recherche et plan pluriannuel de création d'emplois de titulaires ; abandon du système " SYMPA " d'allocation des moyens
- arrêt du démantèlement des organismes de recherche et de la recherche publique.

Leur colère reste entière, leur détermination intacte ! Leur démarche bénéficie d'un large soutien et de prises de position renouvelées des conseils, CTP ainsi que d'instances ou de personnalités du monde scientifique (Conférences de doyens, Sociétés savantes, prix Nobel, ...).

Alors que le gouvernement distille écrans de fumée et provocations, il prend le risque de faire proliférer les germes de tensions inutiles et la responsabilité de la poursuite du mouvement ! Dans ce contexte, il importe que les prises de position des présidentes et présidents soient en phase avec la communauté universitaire. Le SNESUP vous appelle à intervenir auprès du gouvernement pour faire entendre les revendications portées largement par les personnels et les étudiants. Vous contribuerez ainsi à faire renoncer le gouvernement à son obstination et à l'option dangereuse qu'il a choisie jusqu'ici : jouer la montre et le pourrissement de la situation ...

Motion CA de l'Université de Reims, votée à l'unanimité

L'ensemble des consultations de ces derniers jours montre que la communauté enseignante et étudiante rejette les réformes ministérielles sous leur forme actuelle.

Dès maintenant, le CA décide de refuser tout dispositif de modulation des services. Il décide également de reconduire le dispositif de préparation aux concours de l'enseignement sous sa forme actuelle.

Au bout de 10 semaines, le CA attend toujours que le ministère entende les attentes de la communauté universitaire. Il exige que la ministre prenne d'urgence les mesures d'apaisement nécessaires, sous la forme d'un retrait clair des décrets, sinon elle prend le risque et la responsabilité de détruire le second semestre universitaire.

Le CA demande aux enseignants et aux étudiants, qu'ils soient grévistes ou non grévistes, dans le cadre des enseignements ou non, de se rencontrer jeudi et vendredi avant les vacances pour définir ensemble une charge de travail qui permette de préserver l'avenir.

Sur le site du SNESUP (www.snesup.fr) :

◆ Tribune libre de Stéphane TASSEL : www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=4105&ptid=5

◆ Position du SNESUP-Lille III sur la validation du semestre : www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=4106&ptid=5

◆ La ronde des obstinés : www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=4108&ptid=5

Motion CA de l'Université de Poitiers, votée à l'unanimité

L'Université de Poitiers, comme la grande majorité des Universités françaises connaît une mobilisation très importante des étudiants et de son personnel depuis maintenant plus de 2 mois. Le gouvernement en choisissant la voie du pourrissement face aux contestations met l'enseignement supérieur dans une situation délicate.

Force est de constater que les réformes ne reçoivent pas l'assentiment de la communauté universitaire dans son ensemble. Il apparaît alors que seul le retrait du projet de réformes de la formation des enseignants et du projet de décret portant sur le statut des enseignants chercheurs dans leurs formes actuelles permettra une sortie de crise et un retour à une confiance réciproque.

Le conseil d'administration demande solennellement au gouvernement d'entendre la vive inquiétude de l'ensemble des personnels et des étudiants de l'Université. Il souhaite, une fois les projets actuels retirés, l'ouverture immédiate de réelles négociations avec les instances et organisations représentatives de la communauté universitaire portant non seulement sur ces projets contestés mais aussi sur la recherche, l'emploi et la situation spécifique des personnels BIATOSS.

De manière générale, le CA insiste sur la nécessité de véritables concertations préalables à toute nouvelle réforme.